

Pourquoi je voterai Europe Ecologie Bretagne

Les effets du Parti unique

Au delà des consignes de partis, le citoyen en général et le « militant breton » peuvent se poser la question du choix à faire dimanche prochain pour les élections régionales. La Bretagne subit un système politique et une loi électorale qu'elle n'a pas choisis. Ce système aboutit à un mode de gouvernance catastrophique à tous les niveaux, le parti unique. A coup de lois électorales fabriquées sur mesure par et pour les partis dominants, la France est dirigée aujourd'hui par l'UMP, ou plutôt par le Parti du Président, sans contre-pouvoirs centraux. Le résultat est une politique du bon plaisir, l'absence de concertation, la prééminence quasi absolue de l'exécutif et des décisions aberrantes, souvent dictées par l'idéologie ou l'opportunisme. En ce sens, on est bien dans le système du Parti unique qui, instrumentalisé par le président, pourvoit aux fonctions de directions dans tous les domaines. Le personnel politique ne peut manifester d'indépendance car, par quelques personnes-clés, l'entourage présidentiel détient aussi les investitures, les emplois et les sinécures. La qualité de la décision et l'efficacité de la gestion s'en ressent lourdement.

On n'est pas si loin des défauts du parti unique que l'on a pu observer dans des dictatures de l'Est avant l'effondrement du communisme, ou de l'Ouest. Perte de dynamisme, délitement du corps social, corruption

Et crise morale en découlent. Le phénomène est bien connu !

En Bretagne, notamment dans 4 des 5 départements, le rapport s'inverse, le parti unique n'est pas le même, l'orientation sociale est moins choquante. Ce parti a certes des alliés, comme au niveau central, mais le déséquilibre est tel qu'il n'y a ni dialogue ni négociation véritables. Les débats et les choix de fond se font au sein du parti dominant, entre professionnels qui vivent des fonctions électives ou des emplois obtenus par clientélisme et favoritisme (ou tout simplement par connivence) au sein des différentes collectivités locales. Le débat est interne, non public, vicié par les liens de vassalité vis-à-vis des différents centres du pouvoir et par les luttes de clans et de courants. Paris y règne en maître. En contre-partie, l'opacité, l'éloignement du pouvoir par rapport aux citoyens entraînent le repli de ceux-ci sur la sphère individuelle ou sur la vie associative.

Le mode de scrutin majoritaire renforce à tous les niveaux le système du parti dominant, voire du parti unique. On peut gouverner pratiquement seul avec un tiers des voix, c'est à dire avec un cinquième de l'électorat, et même moins. L'abstention se charge d'éloigner une bonne partie de l'électorat populaire ou contestataire. La politique se réduit donc à la communication, pour mobiliser une fraction de l'électorat supérieure à celle du parti concurrent qui cherche, lui aussi, à être le parti dominant, voire unique.

Pour garder l'espoir et construire la démocratie

Dans ce contexte, comment contribuer à améliorer les choses ? *Constituer une alliance, un bloc, qui pourra être présent au second tour par lui-même. Ainsi seulement y*

aura-t-il une vraie négociation, un vrai compromis pour obliger le parti majoritaire à partager le pouvoir, à discuter le programme, à intégrer les problématiques qu'il a tendance à oublier : l'accroissement des pouvoirs et des moyens de la région, la volonté de réunifier la Bretagne, le refus du nucléaire et la volonté de développer les énergies nouvelles comme l'on fait massivement les gouvernements autonomes écossais et basques, une vraie promotion de la langue bretonne, du gallo et de la culture bretonne. Et surtout une pratique de la démocratie au niveau breton, le bon niveau assurément : aéroport international ? train à grande vitesse ? luttes contre les déséquilibres internes de la Bretagne ? Il faut débattre dans toute la Bretagne comme le faisait le CELIB, mobiliser les Bretons, ne pas se contenter d'un cadre riquiqui à 3% des recettes publiques.

Pour imposer cette évolution, il faut s'allier, élargir, grandir, dépasser largement le seuil de maintien au second tour. Avec moins de 10%, on obtient quelques places, mais on ne pèse pas. On ne garde pas son autonomie politique. Partout, les partis dominants ont intérêt à ce que les « alternatifs bretons » se divisent, à ce que les listes se multiplient. Ils pourront alors faire leur petit marché avant le second tour et rien ne changera.

Avec le double de voix, on pèse fortement, on négocie, on s'entend seulement si le parti dominant joue le jeu de la démocratie. Le rassemblement réalisé par Europe-Ecologie-Bretagne, avec les Verts, l'UDB et une troisième composante très diversifiée est le seul capable de peser sur le programme et d'être un vrai partenaire, à égalité. Ceux qui partagent les options évoquées plus haut doivent se rassembler, bien comprendre la loi électorale. Finalement, ils auront le choix entre favoriser le parti dominant ou l'obliger à écouter et à discuter. Bref, garder le système ou commencer à en sortir.

Jean-Jacques Monnier